

Unité départementale du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83041 - Toulon cedex 9

Toulon, le 03/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



EURL SOTEC

Baguier
83230 BORMES LES MIMOSAS

Références : D-UD83-2022-0081

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2022 dans l'établissement EURL SOTEC implanté Baguier 83230 BORMES LES MIMOSAS. L'inspection a été annoncée le 11/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2022 dans la carrière SOTEC située lieu dit "Baguier" à BORMES LES MIMOSAS. L'inspection a été annoncée le 11/01/2022. Cette partie "contexte et constats est publiée sur le site Géorisques(<https://www.georisques.gouv.fr/>)
Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de controle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURL SOTEC
- Baguier 83230 BORMES LES MIMOSAS
- Code AIOT dans GUN : 0006402075
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non seveso

La carrière est exploitée depuis 2004 par la société SOTEC. Il s'agit d'une carrière de pierres à bâtir. La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 27 avril 2015 pour une durée de 20 ans avec une production annuelle maximale de 4000 tonnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de gestion des déchets inertes et bidiversité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 27/04/2015, article 6.4	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déchets	Arrêté Préfectoral du 27/04/2015, article 6.7	/	
Déchets	Arrêté Préfectoral du 20/04/2015, article 6.7	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi écologique de la station d'astragale double scie doit être réalisé durant toute la durée de l'autorisation d'exploiter. L'exploitant doit fournir sous 6 mois un rapport de suivi écologique de cette station.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2015, article 6.4
Thème(s) : Actions nationales 2021, mesures de protection « astragale double scie »
Prescription contrôlée : La zone où se situe la station d'astragale double scie sera entourée d'une clôture solide et efficace et clairement signalée afin d'éviter qu'elle ne soit impactée par les travaux d'exploitation ou de remise en état. Un suivi écologique de cette zone sera effectué durant toute la durée de l'autorisation d'exploiter.
Constats : La zone où se situe la station d'astragale double scie est entourée d'une clôture grillagée en bon état sur laquelle sont fixés des panneaux signalant la zone protégée . Le suivi écologique de cette zone n'a pas été réalisé.
Observations : L'exploitant s'engage à mettre en place le suivi écologique dès cette année et à fournir un premier rapport de suivi sous 6 mois. A défaut de transmission du rapport susvisé dans le délai imparti, une proposition de mise en demeure sera établie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2015, article 6.7
Thème(s) : Actions nationales 2021, plan de gestion des déchets- contenu
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation, - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis, - en tant que de besoin, -la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement, - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets, - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets, - les procédures de contrôle et de surveillance proposées, - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol, - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets .
Constats : Le plan de gestion des déchets inertes est conforme aux dispositions réglementaires édictées dans l'article 6.7 de l'arrêté d'autorisation du 27 avril 2015.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2015, article 6.7
Thème(s) : Actions nationales 2021, révision et transmission plan de gestion déchets
Prescription contrôlée : Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis à l'inspection des installations classées.
Constats : Le plan de gestion des déchets inertes a été mis à jour en janvier 2022 et fourni à l'inspection .
Type de suites proposées : Sans suite